

Caen
FRC
5509

CAHIER

DE L'ORDRE

DE LA NOBLESSE

DU BAILLIAGE DE METZ.

MLW 9976.

THE NEW YORK

LIBRARY

OF THE CITY OF NEW YORK

ASTOR LENOX AND TILDEN FOUNDATIONS





CAHIER

DE L'ORDRE DE LA NOBLESSE

DU BAILLIAGE DE METZ.

LA Noblesse du Bailliage de Metz, assemblée en vertu des Lettres de convocation du 7 Février 1789, & de l'Ordonnance de M. le Lieutenant-général en date du 26 du même mois, considérant que la sûreté des propriétés & celle des individus dépendent d'une constitution sage & invariable, que la soumission aux Loix est toujours en proportion de la protection que les Peuples en reçoivent, qu'on ne peut attendre de grands sacrifices que de Citoyens fortement attachés à leur Patrie & à leur Roi, par les liens d'un intérêt commun, pour répondre aux vues bienfaisantes du Monarque, & atteindre au but que la Nation a dû se proposer, a arrêté les articles suivans.

MANDAT de rigueur.

ARTICLE I^{er}.

Les pouvoirs que nous donnons à nos Députés

tés, n'auront de valeur que pendant l'espace d'une année.

II.

A l'Assemblée des Etats-généraux nos Députés demanderont que les Chambres se séparent, & que les suffrages soient recueillis par Ordre; ils déclareront en même tems que notre intention est que la répartition de l'impôt soit égale entre tous les Ordres, & qu'il soit perçu sur toutes les classes de Citoyens par les mêmes moyens & par les mêmes agens, mais que l'Ordre de la Noblesse se réserve ses privilèges & droits honorifiques, notamment l'exemption de milice & des logemens de gens de guerre.

III.

Que les impôts actuellement établis soient déclarés nuls, & qu'ils soient à l'instant recréés avec le même mode de perception pour le tems de la tenue des Etats-généraux seulement.

IV.

Nos Députés, avant de s'occuper d'aucun autre objet, demanderont qu'il soit rendu une Ordonnance qui règle la constitution, qui assure la propriété des Citoyens, & qui mette leur liberté hors de toute atteinte.

V.

Que la constitution soit invariablement fixée; que les bases de la représentation ainsi que la ma-

nière de convoquer, d'assembler les Etats-généraux & de recueillir les suffrages, soit déterminée; qu'aux différens Ordres soit conservé le droit de *veto* respectif.

VI.

Que les Etats-généraux fixent le retour périodique de leurs assemblées; qui ne pourront être éloignés de plus de cinq ans; & qu'aucun impôt ne soit accordé que jusqu'à l'époque d'une nouvelle tenue d'Etats.

VII.

Que le pouvoir législatif appartienne au Roi & aux différens Ordres de la Nation, & que le droit de proposition, d'acceptation & de refus leur appartienne respectivement.

VIII.

Que le Roi est Chef suprême du pouvoir exécutif.

IX.

Que la justice sera rendue dans des Tribunaux constitués par la Nation, & s'administrera au nom du Roi par des Magistrats inamovibles qui tiendront de lui leur pouvoir.

X.

Que les Cours Souveraines seront responsables envers la Nation.

XI.

Que les Ministres seront également responsables envers la Nation des atteintes portées à la conf-

titution, & des déprédations commises dans leurs Départemens.

XII.

Que tous droits & propriétés seront inviolables, & que si le bien public exigeoit des sacrifices, le propriétaire seroit dédommagé avant toute chose.

XIII.

Que le Roi ne pourra ni imposer ni emprunter sans le consentement de la Nation.

XIV.

Que les lettres de cachet seront entièrement abolies, & que la liberté des Citoyens sera garantie du pouvoir arbitraire.

XV.

Que le secret des lettres confiées à la poste, soit inviolablement respecté.

XVI.

Que toute espèce de Commission momentanée ou permanente pour juger, soit en matière civile, criminelle ou fiscale, sera supprimée.

XVII.

Que la liberté de la Presse soit établie avec les modifications qui seront jugées nécessaires par les Etats-généraux.

XVIII.

Que les Etats-généraux ne pourront transmettre leurs pouvoirs à aucune Commission intermédiaire.

XIX.

Que la Loi qui devra contenir ces articles im-

portans, fera rédigée par les Etats-généraux, & promulguée avant toute délibération ultérieure.

XX.

Tels sont les points essentiels, dont nos Députés ne pourront se départir, & nous voulons qu'ils se retirent en cas d'opposition, à moins que le vœu de la pluralité des deux tiers de leur Ordre exprimé dans leurs cahiers ne soit contraire au nôtre; à l'égard des articles suivans, ils contiennent aussi nos intentions, mais ils ne forment pas un Mandat rigoureux dont nos Députés ne puissent jamais s'écarter.

MANDAT qui n'est pas de rigueur.

ARTICLE I^{er}.

Nous desirons qu'on ne distingue plus que deux Ordres en France, la Noblesse, & le Tiers-état, & que le Clergé soit réparti dans l'un ou dans l'autre suivant sa naissance.

II.

Qu'aucun individu ne puisse être emprisonné pour fait de police au-delà du terme de vingt-quatre heures, & qu'ensuite il soit remis à ses Juges naturels pour être jugé suivant les Ordonnances du Royaume.

III.

Que le Conseil du Roi soit borné aux objets

d'administration, & qu'il ne puisse en aucun cas accorder Lettres de furséances, évoquer les causes, ou casser les Jugemens des Tribunaux constitués par la Nation.

IV.

Que tous les impôts territoriaux soient réduits à un seul, sous une dénomination unique, & que les capitaux placés à intérêts sur le Roi ou sur les particuliers acquittent le même impôt, & dans une proportion égale à celle des biens-fonds, à la réserve des créances sur l'Etat qui ont éprouvé des réductions, & dont la propriété a été transmise à titre héréditaire.

V.

Que les Corps de Magistrature soient reconnus dépositaires des Loix consenties par la Nation, que l'exécution leur en soit confiée sans qu'ils puissent jamais s'opposer à leur enregistrement.

VI.

Que ces Corps soient revêtus par les Etats-généraux d'une puissance suffisante pour rendre des Arrêts de défense dans le cas où l'on voudroit tenter de percevoir sur les peuples des impôts qui n'auroient pas été consentis par la Nation, ou proroger au-delà du terme fixé par les Etats-généraux ceux qui auroient été consentis.

VII.

Que tous les Tribunaux sans exception soient tenus de motiver leurs Jugemens,

7
VIII.

Qu'il soit établi des Commissions pour la réformation des Loix civiles, criminelles, de police, & forestières, à la charge de soumettre leur travail à la première assemblée des Etats-généraux, & cependant par provision qu'il soit rendu une Loi pour abolir la torture & donner un défenseur à l'accusé.

IX.

Que l'état de situation des finances soit rendu public chaque année par la voie de l'impression.

X.

Qu'il soit donné aux Députés aux Etats-généraux tous les états & renseignemens nécessaires pour acquérir une connoissance positive de la situation actuelle des finances.

XI.

Qu'on mette les Députés à portée d'examiner dans le plus grand détail les dons, pensions, croupes, &c. &c. sous quelque dénomination qu'ils aient été accordés.

XII.

Qu'il soit fait des réductions sur les graces non méritées, & spécialement sur celles qui sont accordées à des personnes dont l'état & la profession n'en paroissent pas susceptibles.

XIII.

Que les Etats-généraux réglent pour l'avenir les dépenses de chaque Département.

XIV.

Qu'ils s'occupent de constituer la dette publique, & qu'ils examinent à quel taux doit en être fixé l'intérêt, à raison de l'hypothèque qui sera donnée par la Nation.

XV.

Qu'ils réduisent & fixent les appanages & maisons des Princes, & s'en rapportent au Roi pour les économies qu'il voudra faire lui-même dans sa Maison, en les conciliant avec l'éclat & la dignité qui conviennent à un grand Monarque.

XVI.

Qu'ils s'occupent des moyens d'établir la balance entre la recette & la dépense ordinaires, & qu'ils pourvoient à un supplément pour les dépenses imprévues.

XVII.

Qu'ils consentent à l'aliénation incommutable des Domaines.

XVIII.

Qu'ils ne puissent voter aucun impôt qu'après en avoir vérifié la nécessité, & qu'en ce cas ils choisissent de préférence ceux qui frapperoient sur les objets de luxe qui ne tournent point au profit de l'industrie nationale.

XIX.

Que l'impôt de la Gabelle soit supprimé.

XX.

Que la ville de Metz conserve toujours une

Cour souveraine, conformément à ses privilèges
successivement reconnus & confirmés.

XXI.

Que nos Députés demandent l'établissement à
Metz d'Ecoles de Droit public & d'économie poli-
tique & publique.

XXII.

Qu'il soit demandé aux Etats-généraux pour la
Province des Trois-Evêchés des Etats particuliers,
bornés uniquement aux objets d'adminiftration.

XXIII.

Que les recettes & dépenses, les travaux pu-
blics, ponts & chaussées, l'adminiftration des hô-
pitaux, maisons de force & renfermeries, les mi-
lices & la comptabilité des Municipalités, fassent
partie de leurs fonctions.

XXIV.

Que tous les actes qui émaneront de l'autorité
des Etats provinciaux soient rédigés en papier li-
bre & affranchis de la formalité du contrôle.

XXV.

Que nos Députés s'opposent formellement au
reculement des Barrières, & si la pluralité aux Etats-
généraux l'emporte sur leur vœu, qu'ils protestent
& prennent acte de leur protestation; qu'ils dé-
clarent que ce reculement seroit une véritable at-
teinte portée à la propriété, qu'il entraîneroit la
ruine de la Province, & l'émigration de plus de
dix mille familles.

XXVI.

Que nul Militaire ne puisse réunir sur sa tête, ni les honneurs ni les avantages pécuniaires de plusieurs grands emplois.

XXVII.

Que ces grands emplois exigent résidence au moins six mois de l'année, afin que le traitement qui y est attaché soit consommé dans les provinces.

XXVIII.

Qu'il soit pris des mesures pour empêcher la vénalité des emplois militaires.

XXIX.

Que la constitution militaire soit formée sur d'autres principes, qu'elle seconde l'esprit national au lieu de le détruire, & que jamais pour correction il ne soit infligé des coups de plat de sabre, verges & courroies.

XXX.

Que les articles de l'Ordonnance militaire qui séparent la Noblesse en différentes classes & bornent l'avancement des Officiers, soient supprimés.

XXXI.

Que l'Ordre de la Noblesse n'approuve aucune des Loix qui ferme l'entrée des emplois militaires à l'Ordre du Tiers-état.

XXXII.

Que les fournitures militaires quelconques soient faites par adjudication publique & partielle, par emplacements dans les différentes Provinces.

XXXIII.

Que les Evêques & Bénéficiers ecclésiastiques soient assujettis à neuf mois de résidence au moins.

XXXIV.

Que la pluralité des Bénéfices soit supprimée pour l'avenir.

XXXV.

Que les Bénéficiers qui réunissent plusieurs Bénéfices dans des lieux différens, soient tenus de verser le dixième du revenu des Bénéfices où ils ne résideroient pas, dans une caisse destinée au soulagement des Pauvres.

XXXVI.

Que la condition des Curés & des Vicaires soit améliorée.

XXXVII.

Que les Etats-généraux avisent aux moyens d'extirper la mendicité.

XXXVIII.

Que tous les Régnicoles, quelque soit leur croyance, jouissent dans le Royaume du droit de Cité.

XXXIX.

Que le prêt à intérêt par simple obligation, soit autorisé.

XL.

Que les haras soient supprimés dans la Province.

XLI.

Que les Etats-Majors des Places de guerre, qui

seront reconnus inutiles, soient supprimés par extinction.

XLII.

Qu'on supprime tous les annoblissemens par charge, pour l'avenir, sauf à la Nation à indemniser ceux qui sont actuellement pourvus.

XLIII.

Que tout Gentilhomme puisse laisser dormir sa noblesse, suivant l'usage de Bretagne.

XLIV.

Que tout citoyen d'un mérite reconnu puisse parvenir aux différentes places de Magistrature, & que nul n'y soit reçu qu'il n'ait fait preuve de capacité.

ABUS PARTICULIERS

Et locaux dont nos Députés solliciteront avec instance le redressement.

ARTICLE I^{er}.

ABUS dans la réunion des autorités militaire & civile dans les mains du Gouverneur, & dans la possession où il est de présenter aux Offices municipaux.

II.

Abus dans le nombre trop multiplié des grandes Places militaires auxquelles est attribué le commandement,

III.

Abus dans les Impôts accessoirs à la Taille , dans la Province des Trois-Evêchés , qui lui font supporter un impôt de 400 mille francs pour des dépenses militaires , qui devroient être acquittées par le Département de la Guerre.

IV.

Abus dans l'impôt des Marcs de raisins , qui n'est point également établi , qui ne porte que sur une partie des Habitans de la campagne , & qu'il convient de supprimer , sauf les droits d'autrui.

V.

Abus dans la constitution actuelle des Trois-Ordres de Metz.

VI.

Abus dans les ordres particuliers qui maintiennent le Maître-Echevin & autres Officiers municipaux dans leurs fonctions , au-delà du terme pour lequel ils ont été élus par leurs concitoyens.

VII.

Abus dans la composition de la Municipalité , & dans l'administration générale de la Ville.

VIII.

Abus dans la comptabilité des fonds de la caisse municipale , dont partie seulement est fournie à l'examen & à la vérification de la Chambre des Comptes.

IX.

Abus dans l'emploi des fonds des communications , détournés de leur véritable objet.

Abus dans les invasions de l'autorité militaire sur l'autorité civile.

XI.

Abus dans l'acquittement des Logemens en argent, lorsqu'ils sont fournis par la Ville en nature.

XII.

Abus dans le droit de Chasse, que le Gouverneur s'est attribué sur les terres des Seigneurs.

P O U V O I R S.

NOUS donnons pouvoir à M. le Baron de POUTET, Conseiller au Parlement de Metz, notre Député, élu au scrutin le 14 Avril 1789, de nous représenter aux Etats-généraux indiqués pour le 27 Avril prochain, d'y proposer, délibérer, statuer & consentir dans l'esprit, avec les réserves & sous les conditions portées dans notre cahier arrêté, clos & signé par nous le quatre dudit mois d'Avril 1789. *Signé à la minute*

Le Marquis DE CHÉRISEY, Président.

Commissaires.	POUTET.	FAULTRIER
	RØDERER.	Le Vicomte DE BEAURE-PAIRE.
	GOUSSAUD DE MONTIGNY.	Le Vicomte DE BEAURE-PAIRE, fils.
	Le Baron DE BOCK.	CRESPIN DE LA WOIVRE.
	VAUDOLEURS.	Le Vte. DE LAMBERTYE.
	BOUDET DE PUYMANGRE.	MEY DE VALOMBRE.
	BESSER.	MARIONNELE.
	GOUSSAUD D'ANTILLY.	LE GOULLON D'HAUCONCOURT.

BRY D'ARCY.	DE BARAT DE BONCOURT.
BOURNAC DE FERCOURT.	Le Comte D'ARROS.
GOYON DES ROCHETTES.	POTTIER DE FRESNOIS.
DE REQUIN.	GOURNAY DU GALLOIS.
DOSQUET.	LA CHAPELLE DE BELLE-
DE BOULENNE.	GARDE.
LADONCHAMPS.	DE HAUSSAY.
CHIÈVRES.	EVARD DE LONGEVILLE.
CHAZELLES, du Régiment	MARDIGNY.
de Vintimille.	LE BOURGEOIS DU CHER-
Le Vte. DE COURTEN.	RAY.
CHAZELLES, du Corps des	GUERRIER.
Mineurs.	DE COMEAU.
CHAZELLES, du Régiment	CORVISSART DE FLEURY.
d'Orléans.	EVARD
LE DUCHAT DE RURANGE.	DE BRAZY.
DE SEILLONS.	JOLY DE MAIZEROT.
Le Comte DE FOUCQUET.	DE MARION DE GLATIGNY.
DE CHAZELLES.	GAULTIER DE LAMOTTE.
Le Baron DE COÛET.	Le Comte DE LATOUR-EN-
Le Cher. DE FAULTRIER.	WOIVRE.
FABERT.	LE DUCHAT DE MANCOUR.
ST. BLAIZE DE CREPY.	SAINT-BLAISE.
MAMIEL DE MARIEULLE.	LE DUCHAT, Comte DE
TURMEL.	RURANGE.
GEOFFROY.	DE MARION.
Le Cher. DE BUZELET.	Le Baron DE PLUNKETT.
GOULLET DE ST. PAUL.	DU BALAY, fils.
DUMOULIN.	BEAUSIRE.
MACKLOT.	LE BOURGEOIS DUCHE-
DE BELCHAMPS.	RAY, père
Le Cher. DE CHENICOURT.	PACQUIN DE VAUZLE-
ANCILLON, fils.	MONT.
MIDART.	DE COMPAGNOT.
RANCÉ.	POUTET.
GERARD D'HANONCELLE.	DE CRESPIN.
D'ECOSSE.	Le Comte D'ALLEGRI.
REGNIER D'ARAINCOURT.	FREY DE NEUVILLE.
DE DOMGERMAIN.	FERRAND.
THIRION.	Le Baron DE GUILLEMIN.
FRANCHESSIN.	DE SERRE.
Le Baron DE COSNE.	TINCEAU.
BOURNAC.	DE LUG.

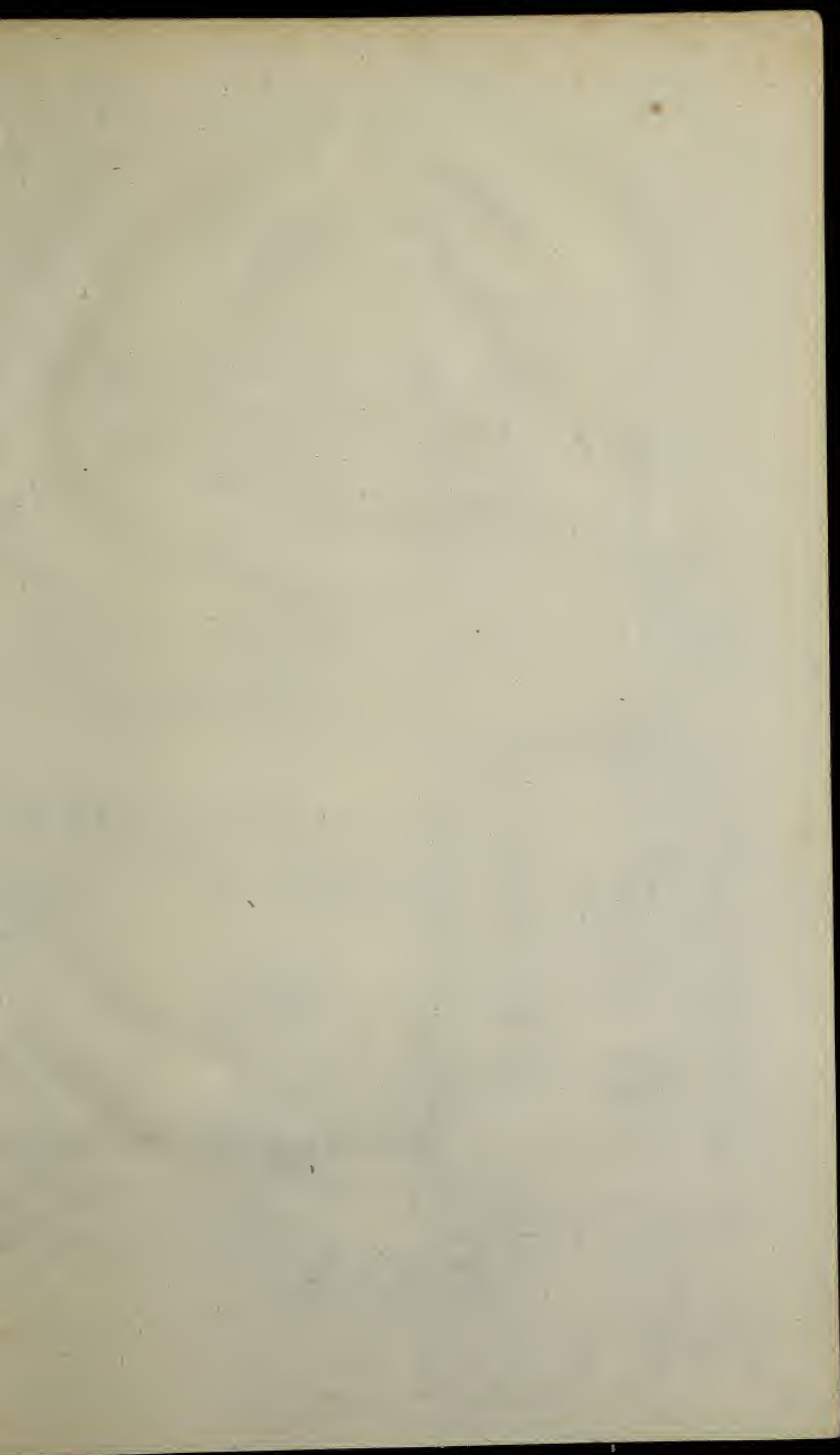
JOBAL DE PAGNY.	Le Cher. DE VAREILLES.
ESCHALARD DE BOURGUI- NIERE.	Le Vicomte D'AUGER.
Le Chevalier DE FABERT.	LA ROCHE GIRAULT.
DE CABOUILLY.	LE DUCHAT D'AUBIGNY.
Le Baron DE VISSEC.	Le Chevalier DE BLAIR.
D'ALNONCOURT DE VILLE.	FAULTRIER.
DE LAMBERT DE REZI- COURT.	CABANNES.
DES BROCHERS.	LOUIS Cte. DE COURTEN.
Le Chevalier DE LOYAUTÉ.	GEORGE DES AULNOIS.
Le Chevalier DE RANCÉ.	BARANDIERY, Comte DESSVILLE.
Le Baron DE BLAIR.	BARANDIERY DESSVILLE.

BERTEAUX, Secrétaire.

Collationné par le Secrétaire.

Signé BERTEAUX.

A METZ, chez la Veuve ANTOINE & Fils,
Imprimeur de ROI.



672